

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/USA/5

7 novembre 1996

(96-4718)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS DE L'ARGENTINE¹ SUR LA NOTIFICATION
PRESENTEE PAR LES ETATS-UNIS² CONFORMEMENT
A L'ARTICLE XVII

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1er novembre 1996.

Question 1

L'adoption de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture aura-t-elle une incidence particulière sur la manière dont les Etats-Unis administrent leurs programmes de soutien, outre l'adaptation normale de ces programmes aux nouvelles règles? Dans l'affirmative, veuillez préciser quelles sont les nouvelles orientations et donner des exemples concrets. (La question a pour objet de déterminer si les mesures ont une incidence sur les engagements en matière de soutien interne et de subventions à l'exportation pris par les Etats-Unis dans le cadre de l'OMC; prière de donner les chiffres globaux et sectoriels s'ils existent.)

Réponse

La Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture ne devrait pas avoir d'incidence sur les engagements en matière de soutien interne et de subventions à l'exportation pris par les Etats-Unis dans le cadre de l'OMC. S'agissant du soutien interne, la loi va plus loin que tout autre texte antérieur pour ce qui est de supprimer le lien entre les versements effectués par l'Etat et les prix et la production agricoles. Grâce aux contrats de flexibilité en matière de production (Production Flexibility Contracts), dans le cadre desquels les producteurs participants reçoivent de l'Etat des versements qui ne sont pas fonction des prix agricoles ni de la production courante, le soutien interne est maintenant en grande partie conforme au paragraphe 6 de l'annexe 2 de l'Accord. En ce qui concerne les subventions à l'exportation, les niveaux de financement autorisés pour le Programme d'encouragement à l'exportation (EEP) et le Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (DEIP) sont compatibles avec les engagements en matière de subventions à l'exportation pris par les Etats-Unis en vertu de l'Accord. En fait, le niveau de financement pluriannuel pour l'EEP se situe nettement en dessous de l'engagement des Etats-Unis.

¹G/STR/Q1/USA/4.

²G/STR/N/2/USA.

Question 2

Dans la deuxième phrase du deuxième paragraphe de la page 3 du document G/STR/N/2/USA, il y a un commentaire sur les objectifs visés par les opérations de soutien aux produits que l'on pourrait comparer comme suit avec le dernier paragraphe de la page 2: si les prêts sont déterminés de manière que "les produits restent concurrentiels" et que "le prix d'objectif" est "déterminé en tenant compte du coût de production", il semble évident, si nous avons bien compris le texte, que "le taux d'intérêt des emprunts auprès du Département des finances ..." (dernier paragraphe de la page 2) peut donner lieu, dans de nombreux cas, à l'octroi de subventions. Nous supposons que ces subventions ont été dûment signalées dans les notifications pertinentes adressées au Comité de l'agriculture de l'OMC (prière de confirmer que cela a été fait).

Réponse

Il n'est pas vrai que le taux d'intérêt des emprunts [du Département de l'agriculture] auprès du Département des finances peut donner lieu, dans de nombreux cas, à l'octroi de subventions. Ce taux d'intérêt est une affaire entre le Département de l'agriculture et le Département des finances et ne constitue pas une subvention à la production. Il est vrai, en revanche, que le taux d'intérêt appliqué par la Commodity Credit Corporation (CCC) du Département de l'agriculture pour les avances sur produits qu'elle accorde aux producteurs donne lieu à une bonification d'intérêts pour ces derniers. Il y a subvention à la production puisque le taux d'intérêt appliqué par la CCC est inférieur au taux du marché, lequel est supposé être le taux pratiqué par les banques commerciales pour les prêts autres qu'immobiliers. En vertu de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture, le taux d'intérêt auquel la CCC prête aux producteurs doit être majoré de 1 point de pourcentage par rapport au taux auquel elle emprunte auprès du Département des finances; la subvention à la production sera donc réduite.

Le taux d'intérêt des emprunts de la CCC auprès du Département des finances n'est pas pris en compte dans le calcul de la MGS. En revanche, la subvention à la production accordée par la CCC sous forme d'un taux d'intérêt inférieur au taux du marché entre dans le calcul de la MGS et figure dans les tableaux explicatifs concernant la liste des Etats-Unis résultant du Cycle d'Uruguay (AGST/USA). Cette bonification d'intérêts est reprise dans la catégorie de la MGS "Autre soutien par produit" et est désignée comme "Commodity Loan Interest Subsidy" (bonification d'intérêts pour les avances sur produits). La bonification d'intérêts correspond à la différence entre l'intérêt que le producteur aurait payé s'il avait emprunté à une banque et celui qu'il paie effectivement à la CCC au moment du règlement.

Question 3

Outre les précisions demandées ci-dessus, veuillez confirmer que le taux d'intérêt inclut les ajustements liés aux prêts improductifs, suivant ce qui est dit dans le paragraphe commençant par "Le taux d'intérêt des emprunts ...". Cela signifierait que le taux d'intérêt pour les opérations futures serait ajusté à la hausse et que le déficit correspondant serait pris en compte dans l'activité de soutien interne. Si tel n'est pas le cas, prière d'expliquer pourquoi.

Réponse

Le taux d'intérêt pratiqué par la CCC n'inclut aucun ajustement pour les prêts improductifs. Depuis 1995, il est calculé en fonction du taux d'intérêt des emprunts de la CCC auprès du Département des finances majoré de 1 point de pourcentage, comme il est indiqué ci-dessus. Par ailleurs, l'intérêt effectivement payé par les producteurs à la CCC est parfois inférieur au taux d'intérêt contractuel initial

multiplié par le montant du prêt. La raison en est que la CCC renonce aux intérêts dus sur les avances sur produits non garanties lorsque le producteur choisit de céder le produit à la CCC au lieu de rembourser l'emprunt en espèces au moment de l'échéance. Le renoncement aux intérêts dus réduit le taux d'intérêt moyen effectif et accroît la subvention. Il ne s'agit toutefois pas de prêts improductifs puisque les producteurs peuvent rembourser leurs emprunts soit en espèces, soit en cédant leurs produits à la CCC, laquelle en acquiert ainsi la propriété.